

<http://divergences.be/spip.php?article956>



Voix d'Oaxaca construisant l'autonomie et la liberté  
(VOCAL)

# Appel à la solidarité et au soutien à VOCAL et au mouvement social de l'Oaxaca

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2008 - N°14 Juillet/July/Juli/ julio 2008 - International - Mexique/México -

Date de mise en ligne : dimanche 13 juillet 2008

---

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

---

[http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH112/banner\\_vocal-2-6c72d.jpg](http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH112/banner_vocal-2-6c72d.jpg)

Par ce communiqué, les membres de VOCAL (Voix d'Oaxaca construisant l'autonomie et la liberté) veulent dénoncer le grave climat d'acharnement, de criminalisation et de persécution créé au cours des dernières semaines par le gouvernement d'Ulises Ruiz Ortiz et par les moyens de communication, qui vise directement des membres de notre regroupement.

En particulier, la répression a nettement augmenté après les événements survenus le 20 juin 2008 à Zaachila, où la population organisée a empêché la participation d'Ulises Ruiz Ortiz à une manifestation publique organisée par la municipalité de cette commune.

Les autorités accusent des personnes proches de VOCAL d'être à l'origine des affrontements violents, alors que cette violence a été provoquée par Noe Pérez, maire de cette commune et appartenant au PRI, et par le père de celui-ci, Natalio Pérez. Pistolet au poing, ils se sont tous les deux mis à tirer sur les habitants qui protestaient pacifiquement et en légitime défense contre la présence d'Ulises Ruiz Ortiz qu'on voulait leur imposer sur leurs terres. Des clichés photographiques et des vidéos prises sur le fait prouvent clairement que ces individus sont les auteurs de cette agression.

Cela n'a pas empêché les médias locaux, à l'unisson avec les déclarations d'Ulises Ruiz et d'autres fonctionnaires de son gouvernement, de répandre pendant plusieurs jours à la télévision, dans la presse écrite et à la radio, la fausse information selon laquelle ce serait des instituteurs de Zaachila, l'"Alebrije" (David Venegas) et des membres de VOCAL qui auraient provoqué la violence à Zaachila, les mêmes médias assortissant la nouvelle de la menace de faire retomber tout le poids de la loi sur ceux qui ont selon eux déclenché la violence – accusant comme toujours le peuple organisé au sein d'un mouvement bien vivant. Face à la résistance populaire, le gouvernement tente par tous les moyens de dénaturer l'organisation du mouvement dans l'État d'Oaxaca et recourt à ses éternelles stratégies ignobles : il cherche à coopter des dirigeants, emploie la répression, bloque des sites et des médias alternatifs, arrête toujours plus de compañeros graffiteurs, qu'il relâche après les avoir tabassés, et ne cesse de lancer de fausses accusations et d'user de manœuvres d'intimidation à l'encontre d'espaces et de regroupements de notre mouvement en lutte. Des espaces et des regroupements qui se refusent à négocier la dignité de la résistance, qui se manifeste clairement dans l'actuelle réorganisation populaire, à partir des bases, par "colonias", par quartiers, collectifs et plates-formes, comme on a pu le voir le 14 juin 2008 quand la résistance s'est massivement montrée dans la rue. Parallèlement, la présence policière ne cesse d'augmenter et le gouvernement demande l'envoi de nouveaux contingents des forces fédérales.

L'acharnement contre notre regroupement a été patent dans les informations transmises par la chaîne publique de télévision de l'État d'Oaxaca, Canal 9, où l'on a diffusé des photographies des membres de VOCAL Silvia

Gabriela Hernández Salinas, Efraín López, Eduardo Zanabría, Rubén Valencia et David Venegas Reyes en affirmant que ces compañeras et ces compañeros faisaient l'objet de mandats d'arrêt et que leur arrestation était imminente.

On nous accuse d'être les instigateurs de la violence dans notre État d'Oaxaca, dans le but évident de justifier la répression, les emprisonnements et les enlèvements dont nous sommes victimes, du fait du gouvernement et avec la complicité de certains moyens de communication à son service.

Nous sommes loin d'être un cas isolé. Bien au contraire, c'est un symptôme de la vague de répression qui vise l'ensemble des compañeros et des compañeras du mouvement social de l'Oaxaca, qui sont en permanence la cible de l'acharnement policier.

La présence policière au domicile particulier de plusieurs d'entre nous et sur nos lieux de réunion est une constante. Nous considérons comme très probable le risque d'être arrêtés d'un moment à un autre.

Une telle situation nous pousse à rendre public ce climat permanent de répression et d'acharnement. Nous n'allons pas permettre que continuent ces pressions, qui ne font que démontrer la répression visant quiconque participe au mouvement de l'Oaxaca, dans un climat savamment entretenu par les instances de gouvernement de l'Oaxaca et du pouvoir central. Si actuellement la répression étatique vise plus particulièrement les femmes et les hommes qui sont membres de VOCAL, tandis qu'en d'autres occasions elle a pu être orchestrée contre d'autres compañeras et compañeros de notre mouvement, c'est à cause de notre engagement et de notre participation franche, publique et pacifique au mouvement social dans l'Oaxaca. C'est parce que nous ne nous laissons pas de lutter pour les exigences de notre mouvement : chasser Ulises Ruiz Ortiz, châtier les coupables de tous les assassinats, la libération de tous les prisonniers et de toutes les prisonnières politiques, et la transformation profonde de l'Oaxaca.

Nous savons que nous ne sommes pas les seuls et que d'autres peuples ainsi que des collectifs, des organisations, des instituteurs de la base et des habitants des quartiers sont aussi en lutte et rendent possible la consolidation du mouvement social dans l'Oaxaca. C'est nous que l'on accuse aujourd'hui parce que nous avons répondu aux appels à la solidarité et au soutien que plusieurs communautés ont lancés à notre mouvement dans son ensemble et que nous l'avons fait d'une manière solidaire et fraternelle. Aux yeux de l'État, ce simple fait constitue un grave danger, au moment précis où il pense parvenir à diviser et à vaincre le mouvement social qui s'est engagé dans l'Oaxaca sur le chemin d'une véritable transformation radicale de notre société, une transformation profonde qui naît des racines des peuples et se nourrit de savoirs ancestraux bafoués et malmenés durant cinq cents ans d'arbitraire et d'injustice. Aujourd'hui, l'Oaxaca dit : "Basta !" Nous ne sommes plus disposés à vivre

comme nous avons dû le faire auparavant. Depuis 2006, rien ni personne ne peut rester comme avant.

Nous exigeons donc la justice et la liberté, ainsi que la fin de l'acharnement contre le mouvement social dans son ensemble et contre nos compañeros Silvia Gabriela Hernández Salinas, Efraín López, Eduardo Zanabría Hernández, Rubén Valencia Núñez et David Venegas Reyes, et nous demandons devant tous nos compañeros et toutes nos compañeras leur solidarité pour pouvoir faire connaître notre réalité. On aura beau essayer de nous faire taire ou de nous stopper, nous savons tous et toutes quelles sont les intentions du gouvernement, nous n'allons pas permettre qu'il arrive à ses fins et nous n'aurons de cesse de dénoncer la répression.

Dehors Ulises Ruiz !

Liberté pour les prisonniers et les prisonnières politiques de l'Oaxaca, du Mexique et du monde !

Châtiment des coupables des assassinats et des enlèvements !

Liberté et justice pour les peuples de l'Oaxaca !

### **Voix d'Oaxaca construisant l'autonomie et la liberté**

(Voces Oaxaqueñas Construyendo Autonomía y Libertad), VOCAL

### **Important :**

Afin de faciliter la gestion collective du courrier, nous vous prions de bien vouloir remplir la case "objet" de votre courriel en y écrivant : "adhesion comunicado".

On pourra consulter ce communiqué ainsi que la liste des adhésions sur le site <http://vocal.lahaine.org/>

**ADRESSE OÙ ENVOYER VOTRE ADHÉSION :** [vocal chez riseup.net](http://vocal.chez.riseup.net)

**ENVOYER COPIE DE CE COMMUNIQUÉ À :**

– Felipe Calderón, Presidente, [felipe.calderon.chez.presidencia.gob.mx](mailto:felipe.calderon.chez.presidencia.gob.mx)

– Juan Camilo Mouriño Terrazo, ministre de l'Intérieur (Secretario de Gobernación), [jcmourino.chez.segob.gob.mx](mailto:jcmourino.chez.segob.gob.mx)

– Eduardo Medina-Mora Icaza, procureur général de la République, [ofproc.chez.pgr.gob.mx](mailto:ofproc.chez.pgr.gob.mx), [wmaster.chez.pgr.gob.mx](mailto:wmaster.chez.pgr.gob.mx)

– Ulises Ruiz Ortiz, non-gouverneur de l'État d'Oaxaca, [gobernador.chez.oaxaca.gob.mx](mailto:gobernador.chez.oaxaca.gob.mx)

- Evencio Nicolás Martínez Ramírez, procureur de l'État d'Oaxaca, [buzonciudadano chez pgj.net](#)
- Haut-Commissariat des Nations unies pour la protection des droits de l'homme, [tb-petitions chez ohchr.org](#)
- Délégué mexicain au bureau du Haut-Commissariat des Nations unies pour la protection des droits de l'homme, [oacnudh chez hchr.org.mx](#)
- Jina Hilani, déléguée spéciale du Secrétariat général à la question des défenseurs des droits de l'homme, [manstett.hchr chez unog.ch](#)

Traduit par **Ángel Caído**.